

C A H I E R S D U P A T R I M O I N E

I N V E N T A I R E G É N É R A L D U P A T R I M O I N E C U L T U R E L

# PATRIMOINE

Perspectives et retour sur 30 ans de politiques publiques au service des territoires

# INDUSTRIEL ET TECHNIQUE

Lieux Dits  
Editions

# Patrimoine industriel et technique

PERSPECTIVES ET RETOUR SUR 30 ANS DE  
POLITIQUES PUBLIQUES AU SERVICE DES TERRITOIRES

**Marina Gasnier**

Maître de conférences (université de technologie  
de Belfort-Montbéliard – laboratoire Récits EA 3897)

Ouvrage réalisé par Marina Gasnier dans le cadre d'une convention de partenariat contractée en 2007 entre le ministère de la Culture et de la Communication (direction générale des Patrimoines) et le laboratoire Récits (Recherches et Études sur le Changement Industriel, Technologique et Sociétal) de l'université de technologie de Belfort-Montbéliard.

## Table des matières

11	<b>Préface</b> <i>Philippe Bélaval</i>	53	<b>LE REPÉRAGE DU PATRIMOINE INDUSTRIEL FRANÇAIS</b>	108	Le patrimoine scientifique et les Monuments historiques	257	<b>CONCLUSION</b>
12	<b>Préface</b> <i>Robert Belot, Pierre Lamard</i>	54	<b>Le choix sémantique</b>	108	<b>Du rapport Loiseau à la commission Varloot</b>	268	Annexes
15	<b>Préface</b> <i>Denis Woronoff</i>	55	<b>Les objectifs initiaux du repérage</b>	115	<b>LE PATRIMOINE INDUSTRIEL ET TECHNIQUE FRANÇAIS – UN ÉTAT DES LIEUX</b>	268	<b>Chronologie succincte des actions de l’Inventaire général en matière d’étude du patrimoine industriel et technique</b>
17	<b>Introduction</b>	59	<b>La construction de la méthodologie</b>	117	<b>État d’avancement de la couverture territoriale</b>	268	<b>Liste des chargés de mission du repérage du patrimoine industriel en région</b>
23	<b>LES PRÉMICES DE LA CULTURE SCIENTIFIQUE, INDUSTRIELLE ET TECHNIQUE EN FRANCE</b>	62	Le bordereau et la notice	123	<b>Approche analytique des données collectées par l’Inventaire général</b>	269	<b>Liste des stages coorganisés par l’Institut du patrimoine et la sous-direction de l’Inventaire général</b>
28	<b>Les milieux spécialisés</b>	66	Les lexiques	123	Appareil critique de Mistral Query	269	Stages et colloques complémentaires
31	<b>L’action des pouvoirs publics</b>	68	La maquette informatique	136	<b>Interprétations graphiques et cartographiques</b>	270	<b>Groupes de réflexion</b>
31	La MIDIST et la vulgarisation scientifique et technique	68	Le livret-mode d’emploi	136	Lecture paysagère du patrimoine industriel	271	<b>Repérage du patrimoine industriel : progression territoriale au 1<sup>er</sup> janvier 2011</b>
31	Une collaboration riche : la MIDIST et la direction du Patrimoine	69	<b>La prise en compte des machines de production</b>	147	Usine, architecture et patrimoine	272	<b>Quelques cas d’études</b>
39	<b>LA CELLULE DU PATRIMOINE INDUSTRIEL AU SEIN DE L’INVENTAIRE GÉNÉRAL</b>	77	<b>Les déboires du stade expérimental</b>	191	La désolation du patrimoine technique	288	<b>Publications de l’Inventaire général exclusivement consacrées au patrimoine industriel</b>
40	<b>Sa création</b>	81	<b>L’HÉRITAGE INDUSTRIEL COMME SOURCE DE RENOUVELLEMENT DE LA PERCEPTION PATRIMONIALE</b>	204	<b>La valorisation par l’édition</b>	292	<b>Documentation électronique</b>
44	<b>Ses objectifs</b>	82	<b>Son apport dans la culture scientifique et technique</b>	217	<b>NOUVELLES PERSPECTIVES POUR LE PATRIMOINE INDUSTRIEL</b>	293	Sources d’archives
47	La logique des premiers programmes d’études	84	<b>Son apport dans la chaîne documentaire de l’Inventaire</b>	218	<b>Évolution de la conceptualisation patrimoniale</b>	296	Orientation bibliographique
48	Les nouvelles orientations de la cellule	88	<b>Patrimoine industriel et « dossier électronique »</b>	218	Regard rétrospectif		
		93	<b>PRÉSERVATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL : LE RÔLE DES MONUMENTS HISTORIQUES</b>	223	Construction mémorielle et mondialisation : les nouveaux enjeux patrimoniaux		
		94	<b>Du patrimoine industriel au monument historique : évolution du rythme des protections</b>	229	<b>Patrimoine industriel et développement territorial</b>		
		94	Le poids de la tradition classique comme reconnaissance patrimoniale	229	Le patrimoine, support de nouvelles formes d’urbanité		
		96	La rupture des années 1980 : mutation politico-culturelle	247	Développer les partenariats		
		100	La synergie entre Inventaire général et Monuments historiques : pour une protection raisonnée				



## Patrimoine industriel et technique

PERSPECTIVES ET RETOUR SUR 30 ANS DE  
POLITIQUES PUBLIQUES AU SERVICE DES TERRITOIRES

Verrière des bureaux des Acieries de Longwy édiés en 1928. Décrassage de la poche de coulée. D. Bastien  
© Région Lorraine – Inventaire général/cga de Longwy, 1982.

Indépendamment d'un état des lieux étendu à l'étranger, la mission a soutenu activement le milieu de la recherche en France par la coordination et le suivi d'inventaires indépendants, puis par la constitution de groupes de travail (colloques, stages et publications). À la demande de la MIDIST, elle a suivi plusieurs inventaires dont celui des installations hydrauliques<sup>1</sup> que le CILAC mit en œuvre avec plusieurs équipes localisées dans des régions différentes, grâce au financement conjoint de la MIDIST et de la mission du patrimoine ethnologique (direction de l'Architecture). L'étude s'inscrivait dans un projet de recherche pluridisciplinaire du CNRS intitulé « Science, technique et société » (juin 1982), dirigé par Louis Bergeron. La recherche visait à étudier l'évolution du moteur hydraulique au 19<sup>e</sup> siècle, appréhendée sous les angles complémentaires de l'histoire des techniques, des ingénieurs, des inventeurs et techniciens mais aussi de l'histoire économique et sociale. Il s'agissait également d'apporter des éléments de réflexion en matière de méthodologie et d'identification des problèmes rencontrés aux niveaux scientifique, technique, humain et financier<sup>2</sup>. En décembre 1981, la mission a été chargée par la direction du Patrimoine de suivre l'inventaire des sites industriels lancé par l'écomusée du Creusot et l'École nationale des Travaux Publics de l'État (ENTPE)<sup>3</sup>. Il leur a notamment été proposé quelques modifications visant à améliorer l'enquête en sollicitant le soutien de trois universitaires pour apporter une dimension historique à cette étude. La mission s'est par ailleurs associée à d'autres opérations telles que l'inventaire des sites industriels en Nord – Pas-de-Calais, en Basse-Normandie ou encore l'inventaire de collections de machines et d'objets

<sup>1</sup> Bergeron, L. (dir.). Inventaire expérimental des moteurs hydrauliques et de leurs applications industrielles (France, 18<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècles). Rapport final d'activité, décembre 1982. 150 p.

Étude financée par la MIDIST en liaison avec la mission auprès de l'Inventaire général, le CILAC et l'EHESS. C'est en 1979-1980 que le CILAC a commencé à réfléchir au projet d'inventaire des moulins hydrauliques en France, obéissant alors à plusieurs préoccupations complémentaires.

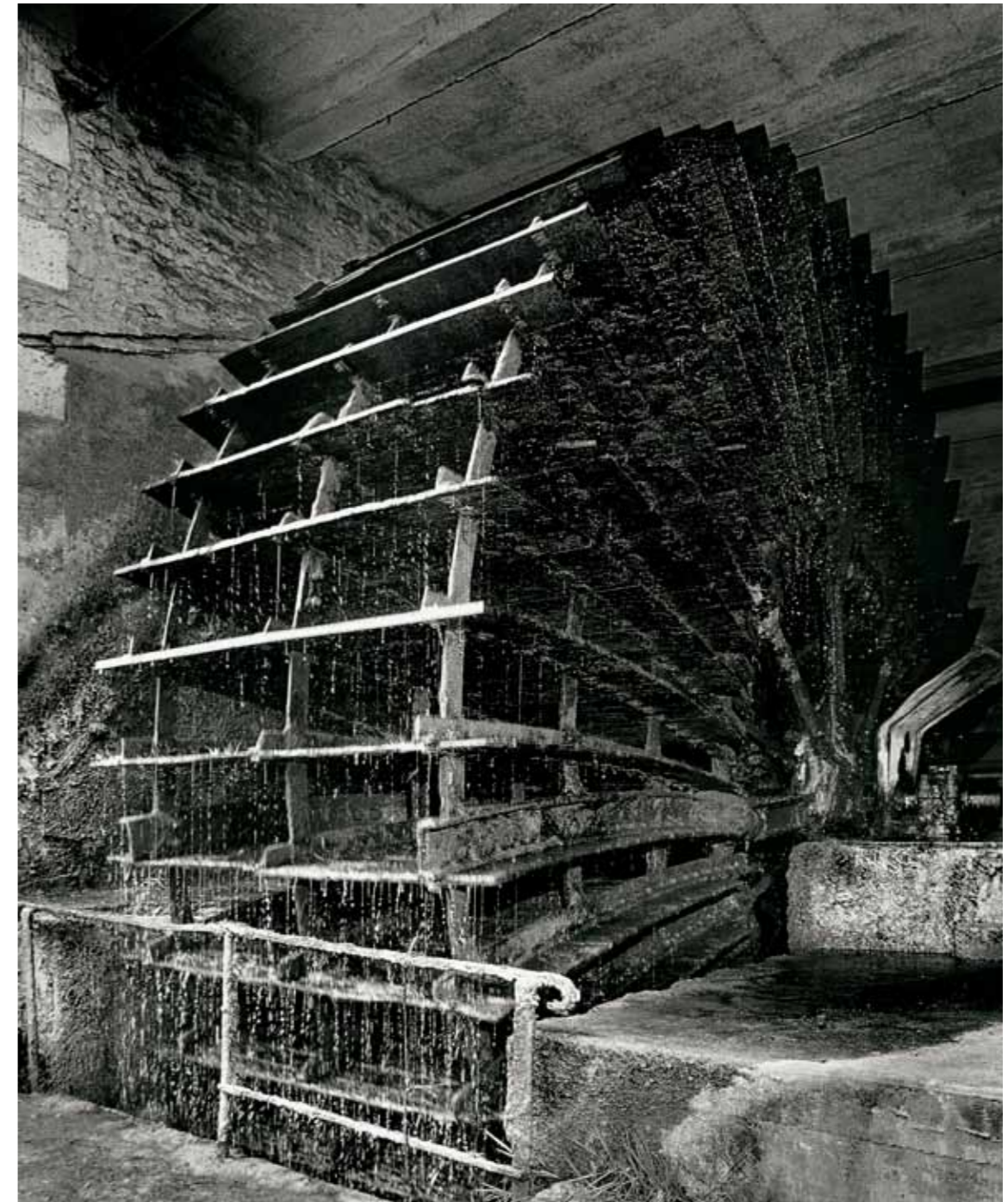
<sup>2</sup> Les résultats de cette enquête ont été partiellement publiés dans le n°11 de *L'Archéologie industrielle en France* (juin 1985), faisant état des travaux majeurs de Serge Benoît sur le rôle de l'énergie hydraulique dans l'industrialisation de la France au 19<sup>e</sup> siècle à partir de l'exemple de l'Eure, de ceux de Gérard Emptoz et Philippe Peyre ou encore de Claude-Isabelle Brelot. Ces recherches ont été impulsées par Serge Chassagne qui, dès la fin des années 1970, souhaitait qu'une attention particulière soit accordée à la technologie des usines hydrauliques.

<sup>3</sup> Les activités de la mission consistaient à faire le point sur les objectifs de cet inventaire, initialement conçu pour recenser les « friches industrielles » en France.

industriels du Conservatoire national des Arts et Métiers (CNAM). Enfin, l'axe portant sur le travail d'information scientifique et technique a permis d'effectuer la collecte de matériaux destinés à servir à la confection de guides pour l'étude du patrimoine industriel, ainsi qu'à la préparation d'un répertoire de chercheurs, associations et organismes spécialisés dans le domaine<sup>4</sup>.

Par son initiative et son support financier, la MIDIST aura joué un rôle primordial dans la prise en compte du patrimoine industriel et dans le développement de la culture technique. Le travail que la mission a mené en 1981 et 1982 dans le cadre de l'étude de faisabilité d'un inventaire du patrimoine industriel en France aura permis de jeter les bases de l'opération nationale intitulée « repérage », actuellement en cours sur le territoire, et aura apporté des solutions et des propositions permettant de structurer et de développer les recherches de ce champ d'étude, telles qu'elles seront mises en œuvre par l'Inventaire général à partir de 1983. La mission a également su révéler les limites de l'institution dans ce domaine en raison des thématiques plus classiques habituellement traitées par le service, assez éloignées de l'histoire industrielle et des techniques. Mais au lieu d'être un handicap, cette situation a permis d'engager des collaborations avec des structures et institutions externes plus à même de répondre à ces questions qui font la spécificité du domaine d'étude. La mission conclut donc à la nécessité de subventionner ces organismes de recherche et ces associations pour la réalisation d'études consacrées au patrimoine industriel en partenariat avec l'Inventaire général, détenteur d'une méthodologie propre. Ce type de collaboration semblait d'autant plus nécessaire qu'aucune transposition d'un modèle étranger n'était vraiment envisageable sur notre territoire. D'une part, les structures administratives et scientifiques singulières autorisaient difficilement l'importation d'un modèle constitué, d'autre part, aucun des dispositifs analysés ne se révéla d'une réelle efficacité sur le long terme.

<sup>4</sup> Ce répertoire a été établi par Catherine Chaplain, sur le modèle de celui produit par la mission du patrimoine ethnologique. Il a été réalisé en collaboration avec le bureau central de l'informatique du ministère de la Culture et recensait tous les chercheurs et organismes travaillant dans le domaine du patrimoine technique et industriel de la France. Manigand-Chaplain, C. Répertoire du patrimoine technique et industriel de la France. Chercheurs et organismes. Direction du Patrimoine et MIDIST, 1985. 154 p.



Roue hydraulique Sagebien conservée dans la minoterie de Bayers, en Charente. Dotée de 56 pales, elle mesure 7 m de diamètre sur 1,70 m de large. Mise au point en 1858 par l'ingénieur Alphonse Sagebien, cette roue hydraulique verticale améliore le rendement des roues de côté le faisant passer de 60-70 % à 80-90 %. La roue Sagebien se distingue par de nombreuses pales légèrement inclinées par rapport à l'axe perpendiculaire de l'arbre horizontal, le but étant de limiter les pertes d'énergie dues au choc de l'eau. © Région Poitou-Charentes, Inventaire général du patrimoine culturel, Marc Deneyer, 1989.

à une logique de production<sup>1</sup>, tout comme la forme des ateliers, caractéristique par secteur d'activité, traduit une vocation industrielle<sup>2</sup>. Le calcaire est hégémonique (4 319 occurrences) dans les édifices implantés à l'ouest (Aquitaine, Poitou-Charentes et Pays de la Loire), mais aussi à l'est en Lorraine, Champagne-Ardenne et Franche-Comté. Il devance largement le granite (1 139 occurrences), très présent en Limousin et surtout en Bretagne, puis le schiste (594 occurrences) également présent dans cette région ainsi que dans les Pays de la Loire ; enfin le silex reste circonscrit à l'ouest en Basse<sup>3</sup> et Haute-Normandie ainsi que dans les Pays de la Loire (249 occurrences).

Le second matériau le plus utilisé est la brique (6 066 occurrences) dont la mise en œuvre s'est fortement accrue dans la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle pour devenir hégémonique au cours de la première moitié du siècle suivant. Tombée en désuétude depuis le

<sup>1</sup> Voir à ce sujet le cas éloquent des traditionnelles forges métallurgiques au bois dont l'espace de travail, généralement situé en contrebas et en aval d'une chaussée le séparant du bassin de retenue d'eau, est conçu pour limiter tout effort de manutention et organise les ateliers selon leurs besoins en ressource hydraulique.

Inventaire général. Service régional des Pays de la Loire. *Les Forges du pays de Châteaubriant*. Belhoste, J.-F. (éd.). Nantes : ADIG, 1984. 295 p. (Cahiers de l'Inventaire ; 3).

Inventaire général. Service régional de Basse-Normandie. *La Métallurgie normande, XI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles : la révolution du haut fourneau*. Belhoste, J.-F. et al. (éd.). Caen : Association histoire et patrimoine industriel de Basse-Normandie, 1991. 322 p. (Cahiers de l'Inventaire ; 14).

Inventaire général. Service régional de Rhône-Alpes. *Fonte, fer, acier : Rhône-Alpes, XV<sup>e</sup>-début XX<sup>e</sup> siècle*. Belhoste, J.-F. (éd.). Lyon : Association pour le développement de l'inventaire Rhône-Alpes, 1992. 103 p. (Images du patrimoine ; 85).

Inventaire général. Service régional de Franche-Comté. *La Métallurgie comtoise, XV<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles : étude du Val de Saône*. Belhoste, J.-F., Claeir-Roussel, C., Lassus, F. et al. (éd.). Besançon : Association pour la promotion et le développement de l'inventaire comtois, 1994. 411 p. (Cahiers du patrimoine ; 33).

Inventaire général. Service régional des Pays de la Loire. *La métallurgie du Maine : de l'âge du fer au milieu XX<sup>e</sup> siècle*. Belhoste, J.-F., Bouvet, J.-P., Eraud, D. (éd.). Paris : Monum éd. du Patrimoine, 2002. 408 p. Woronoff, D. *L'industrie sidérurgique...*, op. cit.

<sup>2</sup> À ce sujet, voir : Gasnier, M. *Le paysage de l'industrie...*, op. cit. Dans son ouvrage, l'auteur montre l'existence clairement lisible de plusieurs modèles d'architecture industrielle par secteur d'activité.

<sup>3</sup> Le silex est le principal matériau de construction du pays d'Ouche, en Basse-Normandie.

milieu du 17<sup>e</sup> siècle<sup>4</sup>, la brique profite, aux deux siècles suivants, des procédés de mécanisation développés par Terrasson. De la même manière, les « fours à wagons » utilisés par Demimuid à Commercy, dans la Meuse, et Borie Frères, à Paris, permettent d'en accroître la fabrication à partir de la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Les préoccupations des industriels liées à l'économie du matériau expliquent aussi l'emploi privilégié de la brique au détriment de matériaux plus coûteux. Par ailleurs, la terre cuite profite de ses qualités isolantes et offre des possibilités variées de décor par des jeux de modénature et de polychromie, qu'elle soit vernissée ou non. Ses qualités ornementales peuvent être remarquables, comme en témoigne le moulin de la chocolaterie Menier, édifié en 1870 à Noisiel (Seine-et-Marne) par Jules Saulnier.

C'est également à cette période que se développe de manière notable l'usage du béton et du métal, qui ont contribué à générer de nouvelles formes architecturales. Lorsque le secteur de production autorise une circulation horizontale des produits, le plan rationnel adopté est celui privilégiant une disposition allongée des espaces de production. Il en résulte une spécialisation et une séparation des bâtiments faisant émerger des rangées d'ateliers successifs. Dans cette nouvelle configuration, l'utilisation croissante de la charpente métallique autorisait une augmentation des portées, le but recherché étant d'agrandir les espaces de travail et de dégager les axes de circulation. La toiture en dents de scie, ou comble asymétrique, à l'éclairage zénithal orienté au nord<sup>5</sup> répond parfaitement à cette contrainte ; la juxtaposition de plusieurs sheds permet de couvrir des bâtiments de grande surface en les éclairant largement. Ce nouveau type d'organisation correspondait par ailleurs aux préceptes développés par les hygiénistes dans les ouvrages et revues spécialisés du

<sup>4</sup> Monnier, G. (dir.). *L'architecture moderne en France 1889-1940*. Paris : Picard éditeur, 1997, t. 1, p. 30.

<sup>5</sup> Donc dénué de rayonnement direct, mais au contraire diffus et constant tout au long de la journée.

Pignon sud du moulin Saulnier de la chocolaterie Menier, à Noisiel. Construit sur une ossature métallique, l'édifice arbore une ornementation polychrome faite de céramiques, tuiles et briques vernissées fabriquées par l'entreprise E. Muller et C<sup>o</sup>, à Ivry. L'horloge, ainsi que la cloche dominant le M de la famille Menier, rythment les entrées et sorties des ouvriers. L'inscription « Usine hydraulique de Noisiel » souligne l'importance du recours à cette énergie, le moulin chevauchant un bras de la Marne. © Région Île-de-France – Inventaire général / Phot. Philippe Fortin, ADAGP, 1991.



Notre rapport à la mémoire et au paysage, ainsi que les évolutions économiques, sociétales et techniques ont une incidence directe sur le concept de patrimoine. En un peu moins de cinquante ans, les politiques publiques culturelles ont élargi leur champ à une période chronologique plus longue mais aussi à des domaines plus variés.

Dans le contexte de la démocratisation patrimoniale des années 1980, une cellule fut spécialement créée pour se consacrer totalement à l'étude du patrimoine industriel et technique français. Depuis près de trente ans, les investigations se poursuivent en faveur de notre legs industriel, partagées entre les actions de connaissance d'urgence d'un patrimoine fragile et la nécessité d'études approfondies dans un domaine qui a encore du mal à acquérir la place qu'il mérite.

Quelles sont les méthodes d'investigation utilisées, celles à envisager ? Quels nouveaux enjeux sont apparus et quelles actions mener pour connaître et préserver ce pan de notre histoire ? Comment donner au patrimoine industriel et technique toute sa légitimité en réponse aux préoccupations contemporaines ?



Lieux Dits  
Editions



*L'Inventaire recense, étudie et fait connaître le patrimoine artistique de la France. Les Cahiers du Patrimoine accueillent les synthèses des recherches faites par les meilleurs spécialistes sur un thème, une aire géographique, un quartier, une ville, un monument ou un type d'objet.*

30 €

ISSN 0762-1671

ISBN 978-2-362190-35-3

